

**Arrêté préfectoral n°140-DDPP-26 relatif à l'augmentation de la capacité de production
nécessitant le défrichement d'une surface totale de 32 180 m²
Société KNDS France – 34 Boulevard de Valmy à Roanne (42300)**

La Préfète de la Loire

Vu le Code forestier, notamment ses articles L.341-1 et suivants, R.341-1 et suivants et L.363-1 et suivants ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1 et suivants, R.122-1 et suivants, L.181-1 et suivants, R.181-1 ;

VU le décret du 30 juillet 2025 nommant madame Muriel Nguyen, préfète de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2026-006 SCAT du 14 janvier 2026 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 1-DDPP-26 du 19 janvier 2026 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 octobre 2003 fixant le seuil des massifs forestiers dans lesquels l'autorisation de défrichement est obligatoire ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DT-15-1027 du 18 septembre 2015 fixant les mesures compensatoires auxquelles sont subordonnées les autorisations tacites de défrichement ;

Vu la demande déposée le 5 février 2026 par la société KNDS France concernant une demande de défrichement sur les terrains dont la société est propriétaire sur la commune de ROANNE ;

Vu la décision n°92-DDPP-26 du 25/02/2026 portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R122-3 du Code de l'environnement dispensant le pétitionnaire de la réalisation d'une évaluation environnementale ;

Vu les mesures compensatoires proposées en application de l'article L 341-6 du Code forestier.

Vu l'absence de compensation au défrichement réalisé dans le cadre du porter à connaissance de 2019 dénommé « Projet NextFab Phase 1 ».

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 10 mars 2026 ;

Vu le courrier en date du 16 mars 2026 transmettant le rapport susvisé à l'exploitant, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et l'informant du projet d'arrêté de changement d'exploitant ;

VU les observations du demandeur, transmises par courriel le 6 mars 2026 sur ce projet ;

Considérant les motifs de refus mentionnés à l'article L 341-5 du Code forestier :

Considérant qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent et que le maintien de la destination des sols ne sont nécessaires pour aucun des motifs mentionnés à l'article L341-5 du Code forestier ;

Considérant que la décision d'autorisation de défrichement doit préciser expressément les conditions techniques et réglementaires relatives aux compensations forestières subordonnant une décision favorable, conformément à l'article L341-6 du code précité. Ces compensations forestières consistent, en l'exécution, sur d'autres terrains, de travaux de boisement ou de reboisement pour une surface défrichée équivalente, ou d'autres travaux d'amélioration sylvicole d'un montant équivalent. Ces équivalences peuvent être assorties d'un coefficient multiplicateur compris entre 1 et 5 en fonction du rôle économique, écologique et social des bois défrichés (article L341-6 1°) ;

Considérant que les rôles économiques, écologiques et sociaux des boisements objet du défrichement conduisent à établir un coefficient multiplicateur de 1 ;

Considérant qu'il est nécessaire, pour éviter tout dommage aux habitats et espèces, d'adapter les périodes et modalités d'interventions des travaux ;

Considérant que les mesures d'évitement et de réduction apportées sont de nature à limiter l'impact du projet occasionné par le défrichement sur la faune et la flore ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de la Loire

ARRÊTE

Chapitre 1 – Défrichement :

Article 1.1 - Nature de l'autorisation de défrichement :

La société KNDS France dont le siège social est situé 13 route de la Minière à Versailles (78034) est autorisée à défricher pour une superficie de 2 ha 60 a 80 ca les parcelles suivantes :

| Commune | Lieux-dits | Section | Parcelle | Surface de la parcelle (ha) | Surface à défricher par parcelle (ha) |
|----------------|-------------------|----------------|-----------------|------------------------------------|--|
| MABLY | Les Essarts | AH | 65 | 96,6048 | 2,6080 |
| Total | | | | 96,6048 | 2,6080 |

Le plan de localisation du défrichement est reporté en annexe du présent arrêté.

Article 1.2 - Durée de validité :

La durée de validité de la présente décision est de 5 ans à compter de la date de sa notification. Elle peut être prorogée dans les conditions définies aux articles D. 341-7-1 et 2 du Code forestier, sous réserve des dispositions applicables aux enquêtes publiques définies aux articles L. 123-17 et R. 123-24 du Code de l'environnement. Le défrichement devra être exécuté conformément à l'objet figurant dans la demande et en respectant les prescriptions édictées au titre des autorisations délivrées par ailleurs.

Article 1.3 – Les mesures de compensation et d'accompagnement :

Conformément aux articles L. 341-6 et L. 341-9 du Code forestier, l'autorisation de défrichement, délivrée à l'article 1.2 du présent arrêté, est subordonnée au respect des conditions suivantes :

Mesures préventives :

Les mesures préventives seront prises avant toute opération de coupes et de défrichement et pendant la phase des travaux. Aussi et afin de respecter les périodes de reproduction, les travaux d'abattage préalables et les travaux de défrichement seront réalisés en dehors de la période du 15 mars au 31 août correspondant à la période de reproduction de la faune.

Mesures réductrices :

Les rémanents et souches issus des arbres abattus et dessouchés devront être évacués ou traités sur place (broyage...) afin d'éviter le risque d'incendie et de développement d'agents pathogènes pour les peuplements voisins.

Mesures de compensation par versement au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB):

Le coefficient défini en application de l'article L341-6 du Code forestier et appliqué à la présente décision est de 1. Le montant de la compensation financière équivalente est de 10 432 € (4 000 € ha x 2,6080 ha défrichés X 1 de coefficient).

Le bénéficiaire de la présente décision versera cette compensation au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois (FSFB) dans un délai inférieur à un an. À défaut, l'indemnité équivalente sera mise en recouvrement, à l'initiative de la DDT, dans les conditions prévues pour les créances de l'État étrangères à l'impôt et au domaine, sauf s'il renonce au défrichement projeté.

Chapitre 2 – Délais et voies de recours - Publicité – Exécution :**Article 2.1 - Délais et voies de recours :**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans la Loire.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du 1er jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (Mme la préfète de La Loire – direction départementale de la protection des populations – 10, rue Claudius Buard 42014 Saint-Etienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision (société KNDS – 13 Route de la Minière -78034 Versailles Cedex), à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 2.2 -Publicité :

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Roanne pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire à la Direction départementale de la protection des Populations – Service environnement et prévention des risques.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État de la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.3 - Exécution :

Le sous-préfet de Roanne, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'Inspection des Installations Classées et le maire de Roanne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

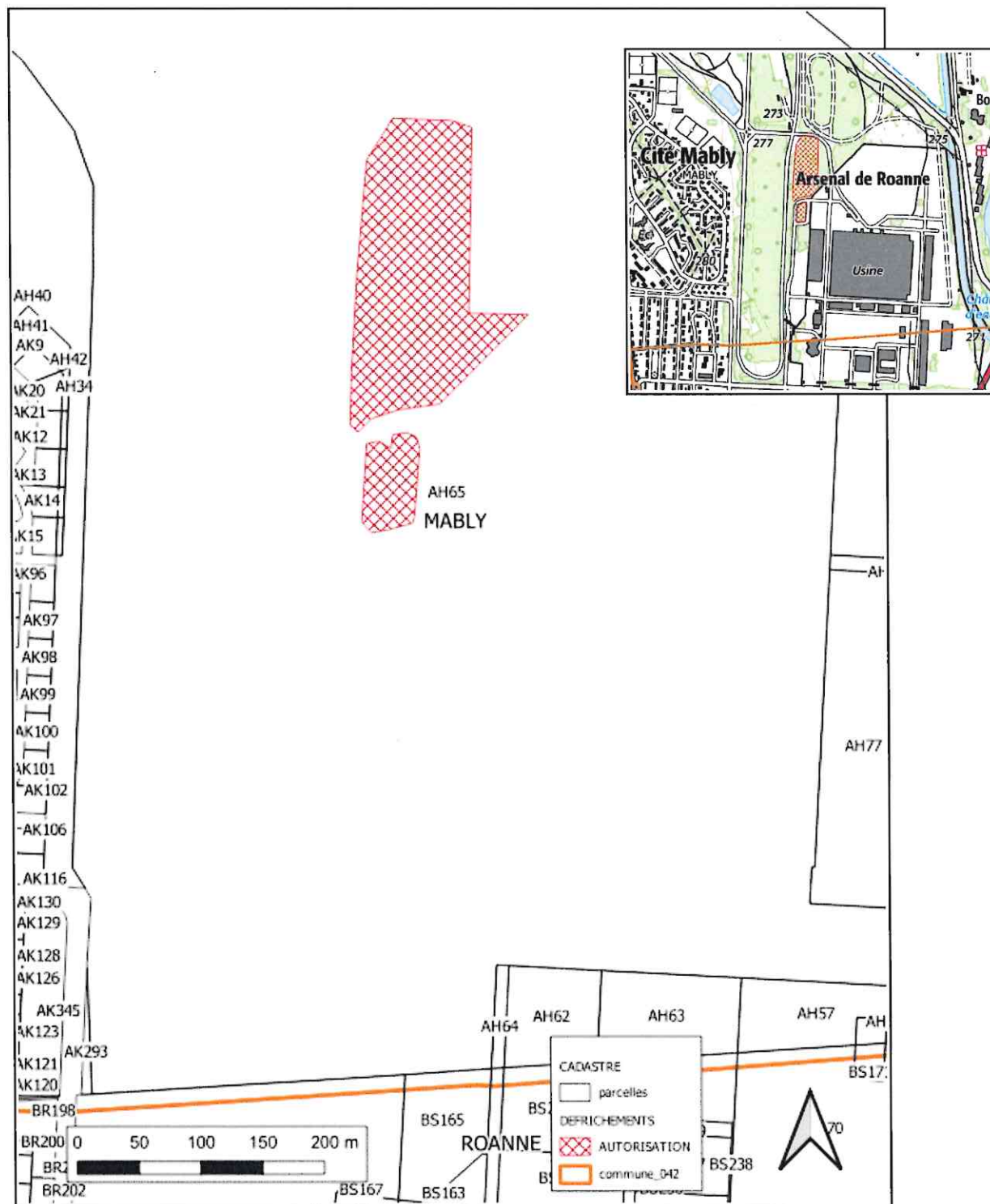
Saint-Étienne, le 22 avril 2026

Pour la Préfète
et par subdélégation
La directrice départementale adjointe
de la protection des populations

Patricia ROOSE

Copie adressée à :
- Société KNDS
- Sous-préfecture de Roanne
- Mairie de Roanne
- Archives
- DREAL 42

Annexe 1 **Plan de localisation des emprises défrichées**



 Défrichement autorisé

